

MOURAD MEDELICI À PROPOS DE ANOUAR MALEK

«Il ne représente pas L'État algérien»

C'est, inévitablement, sur la démission fracassante de l'Algérien Anouar Malek de la mission des observateurs de la Ligue arabe en Syrie que le ministre des Affaires étrangères, Mourad Medelci, a eu à s'expliquer devant la presse internationale jeudi à New York. Pour Medelci, le sulfureux Anouar Malek n'a pas intégré la mission en tant que représentant de l'Algérie mais en tant que délégué d'ONG.

Sofiane Aït Iflis - Alger (Le Soir) - Certes, le ministre des Affaires étrangères n'est pas allé jusqu'à le dire mais l'on aura su, entre-temps, que Anouar Malek, réputé pour ses sorties tonitruantes et à larges échos médiatiques, observait pour la Ligue arabe au titre de représentant de la Fédération internationale des droits de l'Homme (FIDH).

Sa nationalité algérienne ayant été mise en exergue, autant que la nature de son témoignage sur les mises en scène du pouvoir syrien, par les médias étrangers, la précision devenait nécessaire.

Aussi répondant à une question à propos de cette démission qui, forcément, met à mal la Ligue arabe et sa mission d'observation en Syrie, Mourad Medelci a souligné que la constitution d'une mission d'ob-

servation exige, en général, que cette dernière soit formée de représentants des Etats et de la société civile.

Medelci a précisé, par ailleurs, qu'outre les dix observateurs algériens qui représentent l'Etat algérien, la Ligue arabe a également mobilisé des membres d'organisations non gouvernementales, dont Anouar Malek.

Cela dit, le ministre des Affaires étrangères s'est abstenu de commenter le témoignage de Anouar Malek livré en live sur Al Jazeera.

Un témoignage dans lequel il a accusé le régime syrien de crimes en série qu'il tente de cacher à travers des mises en scène. «Les observateurs ont été trompés (...) il s'agit d'une mascarade. Le régime a mis en scène et fabriqué la plupart des choses que nous avons vues



Photo : Samir Sid

Medelci plaide pour le renforcement de la mission d'observation.

pour empêcher la Ligue arabe d'agir contre le régime Syrien.»

Mourad Medelci s'est limité à affirmer que la mission des observateurs de la Ligue arabe en Syrie était loin d'être terminée et qu'elle était compliquée et même dangereuse.

Et si Anouar Malek a, en sa qualité d'observateur, accusé le régime syrien de ne s'être conformé à aucun point du plan arabe de sortie de crise, Mourad Medelci a, lui, souligné que «si

le gouvernement syrien a, certes, commencé à réaliser une partie de ses engagements, il n'en demeure pas moins que cela reste insuffisant».

Le ministre des Affaires étrangères a, à l'occasion, plaidé pour le renforcement de la mission d'observation, composée actuellement de 163 membres.

«Ce qu'il faut retenir de la première évaluation de cette mission est que l'équipe composée actuellement de 163 observateurs doit être renforcée non seulement en effectifs, en doublant leur nombre actuel, mais aussi sur le plan logistique.»

La violence armée est le fait à la fois du gouvernement et de l'opposition

Le ministre des Affaires étrangères, qui a mis en relief les difficultés rencontrées par les observateurs de la Ligue arabe sur le terrain, a estimé, se référant aux indications de la mission d'observateurs de la Ligue, que la violence armée n'est pas l'apanage du seul gou-

vernement syrien. «Cette mission d'observation a constaté que, sur le terrain, la violence armée provient à la fois des forces armées du gouvernement syrien et de l'opposition dont une partie est également armée», a-t-il affirmé, poursuivant que «les observateurs arabes ont des difficultés aussi bien avec le gouvernement qu'avec l'opposition armée au point où les observateurs n'ont pas pu accéder à certains quartiers contrôlés par l'opposition et que certains ont même été blessés».

Mourad Medelci a révélé, en outre, que la seconde évaluation de la mission d'observation aura lieu le 20 janvier prochain et qu'après, certaines initiatives pourraient être prises pour améliorer le processus de médiation de la Ligue arabe.

L'Algérie est pour la modération de certaines sanctions sévères

Le ministre des Affaires étrangères a réfuté les allégations qui présentent l'Algérie comme opposée, lors des délibérations des réunions des ministres des Affaires étrangères arabes, à toutes formes de sanctions contre la Syrie.

Mourad Medelci a expliqué que l'Algérie a travaillé pour la modération de certaines sanctions sévères suggérées, et ceci afin de ne pas porter préjudice à la population. «Lorsqu'il faut punir un régime, faut-il aussi punir le peuple ?» a-t-il dit.

Pour l'exemple, il a cité la proposition contenue dans le document initial de la Ligue arabe et qui préconisait l'annulation de tous les vols entre la Syrie et les autres pays.

S. A. I.

OBSERVATION INTERNATIONALE DU SCRUTIN LÉGISLATIF

Hillary Clinton s'est dite réjouie

La secrétaire d'Etat américaine, Hillary Clinton, qui animait jeudi un point de presse conjoint avec son homologue algérien Mourad Medelci, s'est déclarée réjouie que des observateurs internationaux puissent superviser les prochaines élections législatives. «Je me réjouis d'entendre que davantage de femmes vont participer (aux élections) et nous soutenons fortement l'invitation lancée par le gouvernement algérien aux organisations internationales pour veiller au bon déroulement du scrutin», a-t-elle déclaré, ajoutant que «nous attendons avec impatience le résultat des élections législatives».

La secrétaire d'Etat américaine a également souhaité que «l'Algérie dispose de fondements démocratiques solides qui reflètent les aspirations de son peuple et nous saluons les récents efforts entrepris par le gouvernement algérien dans cette direction».

S'agissant des réformes politiques en Algérie, la chef de la diplomatie américaine a estimé qu'elles étaient «significatives» et que son pays les accueille «favorablement» du fait qu'elles participent à «l'élargissement du champ démocratique».

S. A. I.

RASSEMBLEMENT À PARIS DES PRO-POUVOIR ET DES OPPOSANTS DU FIS

Un flop pour les uns comme pour les autres

Au plus, une quarantaine de manifestants du côté de l'association Rachad et sensiblement le même chiffre pour les militants FLN qui leur faisaient face et qui sont venus soutenir Bouteflika «notre père, le meilleur des présidents». Beaucoup plus de policiers français en tenue et en civil que de manifestants. Autant dire un flop pour les uns comme pour les autres. Les soutiens à Bouteflika ont battu le rappel pour un piètre résultat en déclarant que Bernard-Henri Lévy allait accompagner «les traîtres de Rachad. Le philosophe n'était pas de la partie. Il a même été mis à l'index par Rachad qui a brandi une pancarte «BHL ami des généraux et des éradicateurs».

De notre bureau de Paris,
Khadidja Baba-Ahmed

Très péniblement, deux très petits groupes se sont rassemblés et se sont fait face. Du côté de l'association Rachad, il y a eu clairement préparation du rassemblement. Le chef d'orchestre de l'association n'est autre que Mohamed Larbi Zitout, co-fondateur de Rachad, ancien diplomate en poste en Libye qui a déserté en 1995 pour rallier les responsables du FIS à Londres. Et depuis, il occupe sans relâche radios et télévisions dont celle de Rachad, sur le Net.

Mercredi dernier, Rachad n'a pas manqué non plus de faire venir Al Jazeera TV qui a dû se démentir pour donner l'illusion du nombre.

De la quarantaine de militants qu'ils ont mobilisés, certains étaient des citoyens de pays arabes qui ont connu la révolution. Preuve s'il en est, selon un responsable de Rachad, que «la dictature a une fin et que la junte qui a accaparé le pays n'en a pas pour longtemps».

Sur les deux grandes banderoles mises en avant, la fameuse photo de la madone de Benthalha du photographe de l'AFP et en format tout aussi grand des photos des généraux Nezzar, Toufik, Lamari et Saïda Benhabîlès. En illustration, ce slogan : «20 ans barakat» et cet autre «Non aux pantins civils» ou encore «L'imposture continue, 20 ans après le coup d'Etat que reste-t-il de la république que vous disiez sauvegarder ?»

Rachad a même eu recours à l'histoire - c'est une pratique devenue courante en ces temps - pour s'indigner : «Amirouche lève-toi et voit : ils pillent le pays sans foi ni loi.» Lorsque nous accostons un des animateurs de Rachad affairé à booster sa troupe et que nous lui demandons où était Bernard-Henri Lévy annoncé par les contre-manifestants comme devant prendre part au rassemblement de Rachad, il nous fit cette réponse : «Du mensonge, ces gens du pouvoir n'ont rien trouvé de mieux pour mobiliser, mais voyez le résultat. Comment voulez-vous que nous nous acoquinions à ce triste individu de BHL qui a soutenu le coup d'Etat et apporté son soutien aux généraux ?» Une pancarte bien au milieu du groupe de manifestants clame en effet : «BHL ami des généraux, des éradicateurs, dégage !» ou encore «BHL/Nezzar : même combat.»

Du haut-parleur, la prise de parole du chef (l'ancien diplomate) promet la fin de ce «régime de pilliers et de criminels ; les cinq généraux dont la plupart étaient des officiers français et qui ont fait un coup d'Etat alors que le ministre de l'Intérieur Belkhir lui-même avait reconnu les élections». De l'autre côté, au plus près du

siège de l'ambassade, fusent inlassablement des «One - two - three viva l'Algérie» et plus fort encore «Vive Bouteflika, Yahia Bouteflika».

Dans notre édition de mardi dernier, où nous annoncions cette rencontre, nous nous demandions qui était ce «collectif d'associations des Algériens de France» dont nous n'avions jamais entendu parler ici en France et qui appelait à cette contre-manifestation. Eh bien, aux slogans et mots d'ordre de ce petit groupe, nous sommes fixés. Ce sont les mêmes qui clament — au nom de la stabilité que «Bouteflika a amenée à l'Algérie» à le garder pour une présidence à vie. Voulant probablement riposter aux manifestants de Rachad, quelques-uns se hasardèrent : «Le FIS casse-toi, l'Algérie n'est pas à toi.» En fait, l'unique slogan - après celui consacré au sauveur Bouteflika — est plutôt murmuré que clamé fort. Mais que pouvions-nous attendre des uns et des autres ? Pas grand-chose, à vrai dire, sinon une agitation qui part dans tous les sens et qui annonce bien d'autres, maintenant que les dates des législatives sont fixées à mai prochain.

K. B.-A.